



ATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/3680
24 septembre 1957
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Douzième session

ORDRE DU JOUR DE LA DOUZIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Adopté par l'Assemblée générale à ses 682ème, 684ème et 686ème séances plénières tenues les 20, 23 et 24 septembre 1957

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation de la Thaïlande
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation
3. Pouvoirs des représentants à la douzième session de l'Assemblée générale :
 - a) Constitution de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs
4. Election du Président
5. Constitution des Grandes Commissions et élection de leurs bureaux
6. Election des Vice-Présidents
7. Communication du Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte
8. Adoption de l'ordre du jour
9. Ouverture de la discussion générale
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation
11. Rapport du Conseil de sécurité
12. Rapport du Conseil économique et social
13. Rapport du Conseil de tutelle
14. Election de trois membres non permanents du Conseil de sécurité

6p

15. Election de six membres du Conseil économique et social
16. Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice
17. Nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
18. Projet d'accord concernant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique : rapport du Comité consultatif sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques
19. Question d'un amendement à apporter à la Charte des Nations Unies, conformément à la procédure prévue à l'Article 108 de la Charte, en vue d'augmenter le nombre des membres non permanents du Conseil de sécurité et le nombre des voix requises pour les décisions de cet organe
20. Question d'un amendement à apporter à la Charte des Nations Unies, conformément à la procédure prévue à l'Article 108 de la Charte, en vue d'augmenter le nombre des membres du Conseil économique et social
21. Question d'un amendement à apporter au Statut de la Cour internationale de Justice, conformément à la procédure prévue à l'Article 108 de la Charte des Nations Unies et à l'Article 69 du Statut de la Cour, en vue d'augmenter le nombre des membres de la Cour internationale de Justice
22. Rapport du Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une révision de la Charte
23. Question de Corée : rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée
24. Réglementation, limitation et réduction équilibrée de toutes les forces armées et de tous les armements; conclusion d'une convention internationale (ou d'un traité international) concernant la réduction des armements et l'interdiction de l'arme atomique, de l'arme à l'hydrogène et des autres types d'engins de destruction massive :
 - a) Rapport de la Commission du désarmement;
 - b) Augmentation du nombre de membres de la Commission du désarmement et de son Sous-Comité;
 - c) Action collective d'information destinée à éclairer les peuples sur les dangers de la course aux armements, principalement sur les effets destructifs des armes modernes
25. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies
26. Rapport du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

27. Rapport de l'Agent général de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée
28. Développement économique des pays sous-développés. Question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique : rapport final et rapport complémentaire du Comité ad hoc et recommandations du Conseil économique et social
29. Programmes d'assistance technique :
 - a) Rapport du Conseil économique et social;
 - b) Confirmation des allocations de fonds du Programme élargi d'assistance technique
30. Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés
31. Examen des dispositions relatives au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
32. Recommandations concernant le respect, sur le plan international, du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes
33. Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme
34. Projet de convention relative à la liberté de l'information : rapport du Conseil économique et social
35. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte : rapports du Secrétaire général et du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes :
 - a) Renseignements relatifs à la situation économique;
 - b) Renseignements relatifs à la situation dans d'autres domaines;
 - c) Questions générales relatives à la communication et à l'examen des renseignements;
 - d) Offres de moyens d'études et de formation, au titre des résolutions 845 (IX) du 22 novembre 1954 et 931 (X) du 8 novembre 1955;
 - e) Méthodes de reproduction des résumés des renseignements relatifs aux territoires non autonomes : rapport du Secrétaire général
36. Election aux sièges devenus vacants au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes
37. Avenir du Togo sous administration française : rapport du Conseil de tutelle

38. Question du Sud-Ouest Africain :
- a) Rapport du Comité du Sud-Ouest Africain;
 - b) Etude de l'action juridique permettant d'assurer le respect des obligations assumées par la Puissance mandataire en vertu du Mandat sur le Sud-Ouest Africain : rapport du Comité du Sud-Ouest Africain;
 - c) Election de trois membres du Comité du Sud-Ouest Africain
39. Question de la frontière entre le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne et l'Ethiopie : rapports du Gouvernement éthiopien et du Gouvernement italien
40. Budget additionnel pour l'exercice 1957
41. Projet de budget pour l'exercice 1958
42. Nominations aux postes devenus vacants dans les organes subsidiaires de l'Assemblée générale :
- a) Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Comité des contributions;
 - c) Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Comité des placements : confirmation de la nomination faite par le Secrétaire général;
 - e) Tribunal administratif des Nations Unies
43. Rapport du Comité des négociations des fonds extrabudgétaires
44. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité des contributions
45. Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies :
- a) Rapport annuel du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;
 - b) Rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sur la quatrième évaluation actuarielle de la Caisse commune (situation au 30 septembre 1956) et sur la deuxième révision des tables de base de la Caisse
46. Rapports de vérification des comptes concernant les dépenses effectuées par les institutions spécialisées au titre du Compte spécial de l'assistance technique

47. Revision des méthodes de vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées
48. Coordination, sur le plan administratif et budgétaire, de l'action de l'Organisation des Nations Unies et de celle des institutions spécialisées : rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
49. Rapports financiers et comptes, et rapports du Comité des commissaires aux comptes :
 - a) Organisation des Nations Unies (exercice terminé le 31 décembre 1956);
 - b) Fonds des Nations Unies pour l'enfance (exercice terminé le 31 décembre 1956);
 - c) Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée (exercice terminé le 30 juin 1957);
 - d) Fonds des Nations Unies pour les réfugiés (exercice terminé le 31 décembre 1956)
50. Offre par le Gouvernement du Chili de terrain à Santiago pour servir d'emplacement à des bureaux de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales
51. Questions relatives au personnel :
 - a) Régime des traitements, indemnités et prestations en vigueur à l'Organisation des Nations Unies : questions laissées en suspens à la onzième session;
 - b) Question de la répartition géographique du personnel du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général;
 - c) Question de la proportion des fonctionnaires nommés pour une durée déterminée : rapport du Secrétaire général;
 - d) Revision du Statut du personnel ainsi que des principes et des normes progressivement appliqués pour sa mise en oeuvre : rapport du Secrétaire général;
 - e) Proposition tendant à modifier l'article 9 du Statut du Tribunal administratif des Nations Unies : rapport du Secrétaire général.
52. Ecole internationale des Nations Unies : rapport du Secrétaire général
53. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa neuvième session

54. Question de la définition de l'agression : rapport du Comité spécial
55. Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité
56. Juridiction criminelle internationale
57. Effets des radiations ionisantes
58. Question de Chypre
59. Question algérienne
60. Question du conflit racial en Afrique du Sud, provoqué par la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine
61. Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine : rapports des Gouvernements de l'Inde et du Pakistan
62. Question de l'Irian occidental (Nouvelle-Guinée occidentale)
63. Question de Hongrie
64. Dégagement du canal de Suez : rapport du Secrétaire général
65. Force d'urgence des Nations Unies : rapport du Secrétaire général
